SIGNIFICATION HUMAINE DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Howard L. Parsons

L'idéal d'une coexistence pacifique des hommes n'est pas entièrement neuf. Les fondateurs et les disciples des grandes religions morales – tout comme les grands philosophes, de Jeremy Bentham à Emmanuel Kant – et beaucoup d'hommes réclamant la fédération politique des peuples ont tenté de la mettre en pratique. Mais si certains d'entre eux avaient rêvé d'une communauté mondiale de personnes vivant ensemble pacifiquement, le caractère universel de cette perspective n'était pas prédominant. Ils se bornaient à envisager les relations d'homme à homme et les limites géographiques et économiques les amenaient, à peu d'exceptions près, à désirer l'unité pour résoudre les conflits entre les hommes d'Israël, de la Grèce, des Indes ou de la Chine ancienne, son but et la nécessité de sa Chine. Les relations entre États n'étaient pas, en principe, leur préoccupation. La coexistence pacifique, dans leur esprit, concernait l'homme dans ses rapports avec sa famille, ses voisins, ses concitoyens. Dans la *République* de Platon, par exemple, on voit une société parfaitement harmonieuse et paisible, mais avec des gardes entraînés à défendre l'État contre les États ennemis. Ce n'est qu'à l'époque où naissent les nations de l'Europe occidentale, nations commercialement et militairement puissantes, et enfin après la cruelle guerre de Trente Ans, au XVII^e, qu'on s'attache plus sérieusement au problème de la coexistence pacifique entre les États. Grotius écrit en 1625 son *De iure belli ac pacis*, œuvre classique. Elle fut suivie, au XVIII^e siècle, par les propositions de l'abbé de Saint-Pierre, de Jeremy

Bentham et d'Emmanuel Kant réclamant la fédération des États pour assurer la paix.

Aujourd'hui, la coexistence pacifique des nations, à la fois de leurs gouvernements et de leurs peuples, s'impose impérieusement. Tous reconnaissent à peu près qu'on se trouve devant une alternative: la coexistence ou la fin de toute existence. Ainsi, tandis que l'idéal de cette méthode pour résoudre les conflits entre les hommes est ancien, son but et la nécessité de sa mise en œuvre sont à présent qualitativement nouveaux et sans précédent. Si nous ne réussissons pas à répondre à cette exigence, l'ensemble des entreprises humaines échouera. Il est donc important de réexaminer cet idéal et de le garder présent à l'esprit. Certains traitent de la coexistence pacifique comme d'une technique diplomatique, d'un arrangement entre les nations, moyen d'ordre purement pratique et temporaire.

C'est certainement – et ce devrait être – une technique impérative dans les relations intergouvernementales. Mais c'est, je crois, bien plus que cela: une forme concrète d'interactions entre personnes et groupes de personnes. Bref, c'est une manière de vivre, *une manière de vivre qui serait essentiellement et distinctement humaine.*

Si la coexistence pacifique n'est pas comprise et pratiquée comme telle par les individus en tant qu'êtres humains, au niveau diplomatique ou politique, elle se révélera difficile et finalement impossible. Car, comme Bentham et Kant l'ont bien senti, si les individus n'exigent pas la paix et ne donnent pas pour mandat à leurs représentants auprès du gouvernement de traduire dans les faits cette exigence, les gouvernements, vraisemblablement, ne l'exigeront pas d'eux-mêmes, ni des autres gouvernements. Et pour la requérir, ils doivent d'abord en éprouver la valeur pour eux-mêmes. C'est pourquoi, dans cet essai, j'examinerai: 1) la nature de la coexistence pacifique du point de vue humain; 2) certaines conditions de base requises pour une coexistence pacifique et son développement.

Tout d'abord, la coexistence pacifique entre personnes ou groupes de personnes – les nations, par exemple – ne signifie pas une existence isolée et indépendante comme celle que mènent parents et enfants qui ne se voient guère ou rarement, mari et femme qui

vivent séparés, ou comme celle que menaient les peuples d'Europe et d'Amérique avant 1492. Ça signifie *existence commune*, c'est-à-dire impliquant une certaine forme d'interaction. Aujourd'hui, le gouvernement des U.S.A. et celui de la République populaire chinoise n'ont officiellement entre eux aucune relation. Pourtant, comme la guerre du Vietnam le montre, les gouvernements et les peuples de ces deux nations ont des relations et exercent leur influence l'un sur l'autre, quoique indirectement. La politique des U.S.A. qui ne reconnaît pas la République populaire de Chine est en contradiction directe avec ce fait et ne peut que rendre plus difficile la solution du problème de la coexistence entre ces deux nations. Deuxièmement, la coexistence *pacifique* ne signifie pas seulement la cessation d'hostilités armées (ou de leur menace) entre personnes ou entre groupes, mais un certain mode d'influence non violente qui, de chaque côté, préserve mutuellement leur vie.

L'existence d'États nationaux est aujourd'hui d'un caractère tel que chaque État affecte l'existence de tous les autres États, et est affecté par eux. Les expériences et retombées atomiques menacent tous les peuples, comme l'armement de chaque nation menace la paix et le bien-être de toutes les autres. La pratique de l'apartheid en Afrique du Sud affecte à présent d'autres nations africaines, notamment dans leurs relations commerciales avec ce pays, précisément comme le socialisme soviétique et chinois, en fait et en théorie, affecte toutes les nations du monde; le capitalisme américain en fait autant. Relations internationales n'entraînent pas intégration comme il arrive pour une nation, une famille, une personne; néanmoins, elles amènent les nations à nouer, jour après jour, des relations plus étroites de mutuelle influence. Une interaction non violente entre personnes et groupes implique une chaîne d'interactions. A l'un des bouts, on trouve la tolérance, laquelle présente deux aspects: 1) l'acceptation de l'existence et des idées d'autrui, groupe ou personne, sans intervention, amendement ou domination; 2) l'endurance patiente de l'existence et des idées d'autrui. Le principe de non-intervention est, dans un certain sens, essentiel pour toute relation entre les hommes. C'est un principe de base dans l'organisation des Nations Unies: il s'ex prime par le droit d'autodétermination des nations. Mais la tolérance a ses limites

théoriques et pratiques, comme on peut le constater en examinant son second aspect. Les individus et les sociétés acceptent et tolèrent pacifiquement les autres groupes ou personnes tant que ceux-ci ne violent pas profondément leur propre estimation des valeurs. On peut même supporter patiemment ce qu'on n'approuve pas. Mais un temps vient où ceux qui ont autrefois supporté le nazisme refusent de le faire encore, et où une classe opprimée comme celle des Noirs dans le Sud des U.S.A. se révolte contre les Blancs qu'ils ont jadis supportés patiemment. Pour la reconnaissance d'autres groupes ou personnes, de leur droit à l'existence et de leur droit de posséder et de garder leurs idées, la tolérance est une base essentielle dans une politique de coexistence pacifique.

Mais qu'arrive-t-il lorsque entrent en conflit des couples de valeurs opposées telles que socialisme et fascisme, démocratie et autoritarisme, indépendance nationale et colonialisme? La coexistence pacifique, dès lors, ne peut prévaloir et un esprit réaliste ne peut l'espérer. Mais il faut remarquer que les forces créatrices d'intolérance et de conflit déclaré entre ces positions opposées sont le fascisme, l'autoritarisme et le colonialisme. L'action du socialisme, de la démocratie et de la volonté d'indépendance nationale représente en principe un effort pour vivre en bonne entente avec d'autres groupes et peuples, et pour s'adapter à des différences sans avoir recours à la violence. Mais le socialisme, la démocratie, la volonté d'indépendance nationale ne sont qu'une attitude de défense naturelle contre l'agressivité intolérante des forces citées plus haut.

Bref, l'esprit d'autoritarisme et l'éventail de valeurs dont le fascisme et le colonialisme sont les expressions politiques imposent des limites à l'idéal de la coexistence pacifique. Il est important de considérer ici les cas particuliers, car un État qui se prétend socialiste ou démocratique peut, en fait, être un État fasciste ou colonialiste dans certaines de ses mesures et dans des cas particuliers, ou même dans toute sa politique (comme le national-socialisme, certaines puissances démocratiques de l'Ouest et les puissances coloniales).

Que faire si un peuple démocratique, spontanément et sans aucune contrainte de l'extérieur, décide d'user de sa force et de porter atteinte à l'intégrité d'un autre peuple? Cette question n'est qu'une hypothèse, car nous n'avons jamais eu jusqu'à présent, dans l'his-

toire, un peuple qui soit purement et parfaitement démocratique. En outre, un peuple vraiment démocratique, respectant chez lui les différences d'opinion, ne réagira pas autrement devant celles d'autres peuples, tant que son propre droit à l'existence ne sera pas violé. A l'âge nucléaire, évidemment, «défense» signifie toujours destruction. C'est pourquoi l'important est de prévenir une agression, c'est-à-dire de promouvoir la tolérance en ce qui concerne les divergences.

Pour un peuple qui est démocratique (plus ou moins), cette tâche est relativement aisée. Le grand danger vient des peuples et des individus qui ont des propensions à l'autoritarisme, au fascisme et au colonialisme. Et l'ultime conquête ne peut venir que de la propagation des forces et des valeurs démocratiques. Pareille propagation est-elle possible sans recourir à la contrainte? L'une des conditions de cette possibilité existe déjà: une interaction largement étendue et inéluctable des peuples et des gouvernements. Ici aussi, à juste titre, l'Organisation des Nations Unies a jeté tout le poids de son autorité morale – qui n'est pas encore malheureusement une force politique – au service du droit à des contacts libres et ouverts. Évidemment, ces contacts peuvent être à dessein trompeurs et employés pour pervertir les valeurs humaines et le système politique. L'État peut contrôler partiellement les contacts, comme cela se passerait entre deux amis qui ont le souci de préserver les rapports et les valeurs auxquels ils sont attachés. Mais, en général, les hommes peuvent retirer un bénéfice d'un échange loyal idées et des valeurs dans la nation et dans les rapports des nations entre elles. Outre qu'ils donnent sur le monde des informations par lesquelles les hommes apprennent à satisfaire les besoins de tous, les contacts ont une influence démocratique, rendent les gens conscients de leurs différences et prêts à les tolérer. Les moyens modernes de communication, les journaux, les magazines, le téléphone, la radio et la télévision ont, en fait, amené bien des gens à entrer en contact et les ont forcés à s'adapter à leurs dissemblances.

L'idéal de la tolérance a été porté à son plus haut point au XIX^e siècle: John Stuart Mill en fut le grand protagoniste. Mais l'idée que l'homme est libre de faire ce qui lui plaît pour autant que sa liberté n'entrave pas celle d'autrui doit aujourd'hui être appliquée et adaptée à la situation actuelle. Le fait est que nos pensées et nos

actes ont beaucoup plus de relations et de conséquences sociales qu'ils n'en ont eu jadis. Il ne s'agit plus de garder nos distances en étant tolérants ou d'imposer nos volontés en étant agressifs; le problème est de vivre pacifiquement, tout en nous réalisant, dans une situation d'interaction croissante et par conséquent d'«entraves» réciproques. Les philosophes du XIX^e siècle auraient regardé les Nations Unies comme une société d'intervention mutuelle; mais, quel que soit son nom, les contacts, les relations, engagements, alliances militaires, économiques et politiques – et le reste – conditionnent notre situation, notre responsabilité et notre opportunité d'action. On ne tourne pas le dos à l'histoire. Les valeurs, les modes de vie, auxquels nous sommes attachés, divergent et se heurtent. Mais, comme le Pape Jean XXIII l'a si bien reconnu dans *Pacem in terris*, la question inquiétante est aujourd'hui de savoir si nous pouvons établir entre nous des rapports, nous comprendre, nous modifier, nous contrôler et nous adapter pour vivre, malgré nos divergences, pacifiquement et sans recours à la violence. La possibilité de guerre, due à des divergences dans les moeurs et les idées, doit être écartée grâce au dialogue inspiré par la tolérance, les concessions réciproques et la poursuite de desseins communs.

Un autre genre d'interaction entre les hommes, c'est le compromis. Chaque partie renonce alors à quelque chose en échange d'une valeur positive qu'elle acquiert grâce au rapport qui s'est établi. Le compromis est un rapport humain ancien et estimable. Il est à mi-chemin entre la violence, l'esprit de domination, la tolérance détachée, d'une part, et un rapport réellement fidèle et créateur, de l'autre. Jusqu'ici, dans la mesure où les nations se sont accordées entre elles, elles l'ont fait en employant la méthode du compromis: diplomatie, traités, contrats en forme, et le reste. Naturellement, l'usage qu'on a fait des traités n'a pas toujours eu pour but d'assurer un échange équitable entre les deux parties. La puissance coloniale de l'Europe, par exemple, a tout simplement imposé en Afrique ses traités aux nations indigènes, voulant ignorer leur existence en tant que nations, ratifiant le fait d'une occupation coloniale. Les limites du compromis apparaissent lorsque les personnes et les groupes commencent à se méfier l'un de l'autre, quand il n'y a pas d'ordre préétabli pour assurer l'accord, quand on réclame des rapports plus étroits ou quand les parties sont inégales. Dans certains pays d'Occident,

l'amitié cesse, le mariage même se dénoue si l'on passe de relations libres, ouvertes, intimes et confiantes aux relations de marchandage du compromis et à la formulation des conditions.

Encore une fois les signataires de la Charte des Nations Unies ont été d'accord pour renoncer à intervenir dans les affaires intérieures d'autres nations, probablement parce qu'ils présumaient que celles-ci, selon les accords établis, auraient une attitude analogue. Mais un tel accord a été violé, notamment par les nations les plus grandes et les plus puissantes. Pourquoi?

La raison en est qu'en l'absence d'une autorité mondiale, les nations ont constitué la souveraineté suprême et que leur puissance militaire constitue l'autorité.

A ce niveau, l'opinion publique est significative; et c'est pourquoi la propagation de la souveraineté du peuple – de la démocratie – est importante. Car finalement ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent imposer leur morale dans les actes de leurs gouvernements. Lors de la crise de Cuba, en 1962, Kennedy et Khrouchtchev arrivèrent à un compromis auquel ils se sont tenus parce que, à son défaut, chacun prévoyait la destruction nucléaire probable de son propre pays, et aussi parce que l'opinion publique réclamait une solution pacifique. Exactement comme il existe et a toujours existé, dans les sociétés organisées, une opinion publique qui condamne le meurtre et des sanctions pour le prévenir ou le punir, ainsi, si nous voulons survivre, nous devons susciter une opinion publique qui prévienne et punisse la guerre dans la société mondiale. Selon ce point de vue, il faut, *ipso facto*, condamner toutes les valeurs et systèmes de pensée ou d'action qui s'appuient sur la violence et la guerre comme méthode de vie. C'est pourquoi la guerre, l'autoritarisme et le fascisme, qui sont si étroitement liés, doivent être l'objet d'une condamnation globale. Que dire alors des mouvements de libération nationale qui semblent menacer la paix du monde? D'abord, ils sont le résultat d'une oppression locale et extérieure due à l'initiative de régimes antidémocratiques et contre-révolutionnaires. Deuxièmement, ces mouvements sont, dans la plupart des cas, de larges coalitions indigènes nées de soucis de liberté, d'égalité, de paix civile, d'indépendance nationale, d'autonomie et de valeurs semblables. Troisièmement, une menace pour la paix mondiale se manifeste, en pareils cas, dans la me-

sure à des puissances plus fortes sont entraînées dans une guerre d'indépendance nationale. Les conflits de classes sont ici évidents: l'Union soviétique et la Chine tendent à donner d'abord leur appui moral puis leur aide matérielle à de tels mouvements, tandis que les États-Unis s'alignent presque invariablement derrière les forces réactionnaires en intervenant activement en certains points du globe tels que Cuba, le Vietnam, la République dominicaine. De fait, le pouvoir et les responsabilités reposent en fin de compte sur les citoyens des U.S.A. eux-mêmes. Une troisième espèce d'interaction, c'est l'échange créateur. Il s'agit de relations dialectiques et dynamiques entre personnes ou entre groupes, relations définies comme une recherche d'unité et de réduction d'oppositions, d'affirmation et de négation avec un développement croissant à la fois de l'individualité et de la réciprocité.

L'échange créateur est constitué par trois processus ou dimensions: l'expression de l'existence et de l'intégrité de chaque participant; la reconnaissance et l'accueil respectueux par chacun de l'existence et de l'intégrité de l'autre; l'échange libre, égal et fraternel de manière à assurer (ou à créer) la potentialité humaine de chaque participant et des personnes affectées par l'échange. Les «potentialités» de l'homme comprennent ses capacités de sensibilité, de pensée, d'action, d'aspirations, de contrôle, de communication, de coopération et sa possibilité de se livrer lui-même à ces processus – d'une manière intégrale et progressive.

En termes plus brefs, l'échange créateur signifie: expression libre et loyale pour les deux parties; obligation de répondre à l'interlocuteur de manière sensible, respectueuse et critique, intégration neuve et efficace des projets et des actes des deux parties dans leurs relations réciproques. La première condition préalable pour un échange créateur est la confiance, c'est-à-dire la foi dans la valeur, réelle et potentielle, de soi-même, d'autrui et de l'échange créateur; la volonté d'écarter toute défense protectrice ou toute contrainte agressive pour imposer ses propres croyances et ses propres actes et pour chercher de nouvelles croyances ou voies d'action; enfin, le sens de la responsabilité à propos des valeurs humaines.

L'échange créateur commence dans la croyance par les deux parties qu'un développement mutuel dans les rapports humains est possible et précieux. Il engendre la réciprocité car, comme les relations

humaines sont réciproques, ce que nous faisons à autrui affecte son attitude et ses actes envers nous. Depuis longtemps les moralistes ont observé que l'hostilité fait naître l'hostilité et que la confiance fait naître la confiance. Dans la conjoncture actuelle, comme nous avons essayé de le montrer, un mini-muro de solidarité est nécessaire si nous ne voulons pas périr. Et elle est sûrement nécessaire si nous voulons devenir vraiment des hommes. Car l'échange créateur définit le véritable caractère de notre existence humaine. L'échange créateur peut prendre la forme de contacts lorsque groupes ou personnes échangent leurs idées, leur art, leur science; il peut prendre aussi la forme d'une action commune quand les peuples collaborent à divers organismes ou à diverses entreprises, des Nations Unies à l'Année géophysique, ou à des réalisations privées.

A l'inverse du compromis, l'échange créateur ne requiert pas des participants une mise en garde contre un mauvais marché, car les deux parties espèrent un gain sans perte préalable ou certaine, quoique, s'il y a perte, elles consentent à l'accepter comme faisant partie des rapports. Dans l'échange d'étudiants entre nations, par exemple, ou dans une rencontre d'étudiants de différentes nations, ces étudiants, d'habitude, acquièrent, de part et d'autre, des connaissances nouvelles et utiles sur eux-mêmes, sur autrui, sur d'autres peuples. Ils peuvent même renoncer à certaines représentations qu'ils avaient antérieurement conçues car celles d'autrui souvent provoquent des associations nouvelles et révèlent les insuffisances, les lacunes et les contradictions.

L'échange créateur est la structure essentielle d'une coexistence pacifique et féconde. L'homme est, par nature, social, c'est-à-dire «coexistentiel». Mais ses intérêts et ses valeurs s'opposent à ceux des êtres avec lesquels il est en rapport. Comment résoudre ces oppositions d'une manière pacifique, qui préserve l'existence des hommes et leurs relations de coexistence, qui transforme les heurts en rapports précieux?

Nous avons déjà examiné les alternatives: destruction violente, tolérance et compromis. La destruction violente en tant que moyen de résoudre les divergences entre les hommes est un moyen qui porte en soi sa défaite; car un homme et ses amis, une nation et ses

alliées présenteront toujours des différences. Les tuer, c'est se tuer soi-même ainsi que ses amis, sa nation et ses alliées.

Il y a dans toute violence autoritariste une sorte de croyance désespérée qu'une union avec l'ennemi ne peut s'accomplir que par la destruction mutuelle. On peut objecter que l'idéal d'échange créateur est utopique: étant donné «la politique de forces», la souveraineté nationale, l'inégalité entre les nations et les attitudes habituelles des gouvernants qui cherchent leur avantage personnel et celui de leur nation plutôt que le bien-être des individus ou des groupes d'individus, l'idéal d'échange créateur et de réciprocité n'apparaît-il pas comme une vue qui manque au plus haut degré du sens de la réalité?

La première réponse à donner, c'est que l'échange créateur n'est pas seulement un idéal, mais un fait. (S'il n'en était pas ainsi, en parler pour définir la nature humaine serait vraiment de l'utopie.) L'échange créateur existe en beaucoup de circonstances et sous beaucoup de formes, qu'il s'agisse de la famille, des amitiés, d'affaires ou d'industrie, d'associations de citoyens, de gouvernements, d'organisations militaires, de sociétés savantes, etc. Mêlé à d'autres motifs – destruction, tyrannie, subordination, compétition, défaitisme, ségrégation, tolérance et compromis –, le motif d'échange créateur intervient également, est estimé par les hommes dans la vie pratique et produit à son tour des valeurs. L'échange créateur est beaucoup plus répandu qu'il n'apparaît à première vue. Il prend sa racine dans les rapports instinctifs qui lient parents et enfants, dans les relations sexuelles de l'homme et de la femme, et dans tous les rapports suscités par le milieu social ou la collaboration. La vie de famille, le travail commun, les institutions politiques et toutes les formes de la vie sociale s'appuient sur lui à quelque degré. Plus d'un moraliste l'a qualifié à la fois de réel et d'idéal. Les systèmes sociaux du monde d'aujourd'hui, aux visées démocratiques, sont d'explicites efforts pour mener à bien les échanges créateurs dans la vie politique.

En outre, l'idéal du socialisme, auquel un tiers des peuples du monde se sont officiellement convertis, est un effort pour étendre les structures de l'échange créateur à la sphère économique et, à la vérité, à toutes les sphères humaines où il est applicable et possible. La preuve la plus éclatante de la viabilité de l'échange créateur comme procédé conscient et délibéré réside dans les entreprises

scientifiques ou éducatives en général. Le savant, en tant que savant, a le devoir essentiel de rester fidèle à la méthode d'échange créateur avec le monde

et avec les autres savants. Sa fidélité comme individu, membre d'une nation et d'une discipline, ou relevant d'une idéologie, est pour lui secondaire. Sa coopération à la découverte de, la vérité dans le monde et aux applications qui en découlent est ce qui lui importe. Comme nous le savons par le succès de cette entreprise internationale et par cette communauté qui ne reconnaît pas de frontières entre les pays (les «Pugwash Conferences» et les congrès internationaux en sont le signe extérieur et manifeste), la collaboration scientifique est une réussite éminente et procure une satisfaction personnelle. (La science nazie était fautive parce qu'elle n'était pas internationale.) Dans sa structure générale, la science présente un modèle réaliste pour tous les hommes. Tous ne doivent pas être des savants, mais tous peuvent et doivent être des individus et des membres de la société, des êtres indépendants et prêts à collaborer avec autrui, à critiquer les autres et eux-mêmes à la fois, des révoltés et des fidèles envers la tradition et la communauté, des êtres objectifs, des expérimentateurs, des gens rationnels et engagés comme peuvent l'être les savants. Mais la science, pourrait-on répliquer, est l'activité spéciale d'une élite et sa structure n'est ni applicable ni possible dans les autres activités humaines. Ce n'est pas vrai. Sir Thomas Barclay, expert en droit international, a défini les trois principes de base des rapports entre les États et du droit international comme suivant:

1. Reconnaissance de l'existence mutuelle et de l'intégrité des États.
2. Reconnaissance mutuelle de leur indépendance.
3. Reconnaissance de l'égalité de tout les États indépendants.

Si ces conditions n'impliquent pas logiquement des échanges créateurs entre États, ils constituent les conditions requises pour pareils échanges et certainement, comme l'affirme Sir Barclay, pour tous les rapports entre États. Mais l'idéal implicite est celui d'une république démocratique composée d'égaux qui, sur la base d'un respect et d'une collaboration mutuels, règlent ensemble leurs affaires. On peut rencontrer le même idéal (non pourtant sans désaccord) dans l'étude des lois, de la politique, de la sociologie, etc. La

raison en est que l'homme est inéluctablement humain, et que la structure humaine de l'échange créateur apparaît à la fois comme fait et comme idéal partout où l'homme se trouve. Une seconde réponse à l'objection que le principe d'échange créateur ne tient pas compte de la réalité, c'est précisément qu'il définit un aspect essentiel, sinon *le* caractère essentiel et spécifique de l'homme. Si cette question est controversée – la question de la nature humaine et de ses possibilités – ce n'est pas le moment de la débattre à fond ici. Il s'agit plutôt d'une question de moyens et de savoir comment un homme devient plus pleinement humain, comment il peut réaliser ses possibilités humaines, comment, en un mot, il peut concrètement promouvoir la coexistence pacifique.

Naturellement, on peut toujours soulever la question de savoir si nous devons cultiver la nature humaine (la réalité et les lois morales étant censées résider ailleurs, dans le domaine, par exemple, d'un idéal indépendant ou religieux). Ou bien l'on peut, d'une manière plus radicale, mettre en question la valeur de la nature humaine en soi, ou encore poser en principe l'importance majeure d'une survie collective, principe sous-jacent à toute cette discussion.

En réponse à ces deux questions, je puis seulement dire que lorsque les positions semblent incompatibles, le seul moyen réaliste connu pour établir entre elles des rapports, c'est la discussion et, si possible, l'échange créateur. En outre, ces questions sont exceptionnelles et même ceux qui les posent continuent à vivre et à cultiver, à leur manière, leur nature humaine, quelle qu'elle soit. Et le point de savoir si la philosophie de la coexistence pacifique est du «réalisme» peut être déterminé par référence à ce que les hommes font et pensent *en réalité*. Ce qui, en principe, est indépendant de ce que les hommes *conçoivent* comme étant la réalité humaine.

Une troisième réponse au grief d'irréalisme imputé à cette philosophie, c'est que l'échange créateur ne peut résoudre tous les problèmes des hommes et ne se propose pas de le faire. Il n'est pas possible, ni même désirable que les hommes échangent tous leurs projets ou se rejoignent parfaitement dans toutes leurs intentions.

Il n'est pas possible non plus de faire entrer dans un ensemble tous les projets et toutes les actions humaines. Dans les conflits entre le capitalisme et le communisme, entre les chrétiens et les incroyants, les nations fortes et les faibles, les Juifs et les Musulmans,

les Blancs et les gens de couleur, les classes possédantes et les opprimées, il existe certains points de vue et certaines valeurs qui sont tout simplement inconciliables. Mais précisément parce que c'est le cas, il devient impérieux de compter avec de telles différences par des moyens autres que la guerre, la destruction nucléaire et la fin de l'humanité. Comme le système du «fail-safe» inventé pour prévenir la pression accidentelle ou erronée du bouton atomique, l'échange créateur est un des moyens de faire surgir les causes de conflit à la surface, de pouvoir les dominer et y porter remède. Il y a suffisamment de conflits parmi les êtres humains sans y ajouter un conflit imaginaire; conflit qui peut être en partie écarté par une discussion face à face, loyale et sensée. Un conflit réel peut être modéré par semblable discussion, car dans un cadre qui ne comporte pas de menaces physiques, chacune des parties peut exposer librement ce qui l'intéresse, éprouver la satisfaction d'être entendue et accepter la discipline exigée de celui qui écoute la partie adverse. Un capitaliste-qui-comprend-ses-valeurs-dans-le-contexte-des-valeurs-communistes est différent d'un capitaliste isolé, tout comme un communiste-qui-comprend-ses-valeurs-dans-le-contexte-des-valeurs-capitalistes est différent d'un communiste isolé. Cette compréhension de soi et de son antagoniste dans un contexte ne peut être assurée que par un échange de perspectives, échange qui peut alors être créateur dans un sens faible mais crucial. Car aujourd'hui il est peu probable qu'un homme qui se voit «dans le contexte» de son ennemi, et de son conflit réel avec lui, provoque un armé et une guerre mondiale comme le ferait celui qui ne se placerait pas dans la situation réelle du monde et ne comprendrait pas les graves conséquences de ses actes et de ses pensées. C'est pourquoi une faule d'hommes se sentent, à juste titre, plus en sécurité quand ils voient les chefs d'État conversant entre eux – ou, mieux encore, riant, plaisantant ou jouant ensemble.

Pareilles rencontres peuvent développer le respect pour soi-même et pour autrui, surtout quand le monde entier les voit, ou presque, y répond par son respect et sa gratitude, et que les deux parties ont conscience de cette attitude. L'amitié se bâtit sur de telles bases et donne de meilleures chances de succès pour l'avenir.

Une quatrième réponse au grief d'irréalisme, c'est qu'il faut distinguer entre deux sortes de «réalités». Ceux qui critiquent

l'échange créateur ont souvent dans l'esprit des réalités comme l'intérêt personnel des individus, l'inertie des institutions ainsi que la puissance et la souveraineté des nations. Dans le monde tel que Hobbes l'a conçu, où chacun cherche sa propre conservation, où la politique est la *Realpolitik*, l'échange créateur peut sembler illusoire. Mais Hobbes lui-même était assez réaliste pour comprendre que le droit naturel Ou «la liberté que possède chacun d'user de sa propre puissance comme il l'entend pour préserver sa propre nature» était limitée par le danger de destruction mutuelle.

Une «loi de la nature», *lex naturalis*, est un précepte – ou une règle générale – fondé sur la raison par lequel défense est imposée à l'homme d'accomplir un acte qui détruit sa vie ou d'écarte les moyens de la préserver ou de négliger ce qui, à son avis, peut le mieux la préserver ... Et parce que la condition de l'homme ... est une condition de guerre de chacun contre chacun ... il n'y a de sécurité pour personne. En conséquence, c'est un précepte ou une règle générale de la raison «que chaque homme doit essayer de vivre en paix dans la mesure où il espère y réussir, et, si c'est impossible, il doit chercher et employer tous les moyens et avantages de la guerre». La première partie de cette loi exprime la première et fondamentale loi de la Nature: «chercher la paix et la maintenir» ... De là ... dérive la deuxième loi: «un homme doit consentir, si autrui y consent en vue de maintenir la paix et sa propre sauvegarde, à abandonner, en cas de nécessité, ses droits à toute chose, et à se contenter de la liberté que lui accorde autrui et qu'il lui accorde lui-même».

Le point capital est ici simple et judicieux: compte tenu de l'inclination de l'homme à se préserver lui-même et de ce fait à détruire les autres, la conduite rationnelle est de rechercher la paix autant que possible en ne s'attribuant pas plus de liberté que celle qu'il accorde à autrui.

Si ceci était vrai il y a trois cents ans, *a fortiori* est-ce plus vrai encore aujourd'hui; car à présent même les petites nations se mettent à posséder le pouvoir nucléaire de détruire tout le genre humain. Telle est en fait la conclusion à laquelle maints hommes politiques et experts militaires ont abouti dans la présente crise: dans le «jeu»

nucléaire qui est la dernière escalade du «*bellum omnium in omnes*» de Hobbes, personne ne peut vaincre et chacun doit perdre. Néanmoins, plus d'un danger nous guette encore dans la situation actuelle: le conflit d'intérêts matériels, l'existence des stocks d'armes, le «brinkmanship» – l'équilibrisme – diplomatique, la puissance militaire qu'accompagnent les risques et aventures guerrières, les politiques d'«extermination» et de «libération», la conviction que l'autre bord est absolument mauvais, le désespoir et le nihilisme (attitude que l'on trouve chez les gens du Tiers Monde en face du communisme *et* de l'Occident), la prolongation et la propagation de guerres locales (comme celle du Vietnam) et la probabilité croissante d'une guerre mondiale accidentelle.

Du point de vue d'un pouvoir égoïste, telle est la réalité de la condition de l'homme: il doit coexister pour se préserver lui-même. Mais il y a une réalité plus profonde et plus large sans laquelle l'individu ou la nation qui ne chercherait que l'auto-préservation ou l'appétit du pouvoir ne pourrait plus exister et encore moins augmenter son pouvoir. Telle est la réalité de la collaboration. Les hommes sont conduits et leurrés par le pouvoir, mais c'est toujours un pouvoir créateur et social de quelque espèce qui les porte à agir. C'est la force dominante de l'évolution à la fois biologique et culturelle. C'est la substance de l'homme; la lutte des hommes et des nations pour exercer leur pouvoir *sur* d'autres hommes ou d'autres nations est l'ombre de cette substance, ou plutôt son expression dénaturée. Certains considèrent à tort les conflits ouverts et la guerre entre eux comme un signe de leur vrai caractère et de leur destinée.

Au XIXe siècle, quand, à cause du capitalisme occidental, le conflit atteignit une intensité sans précédent, l'hégélianisme et le darwinisme social portèrent la lutte au niveau d'un principe universel. Contrairement à une vue journalistique des choses qui est aujourd'hui répandue en Occident, Marx et Engels rejetaient la lutte destructive en tant que trait qui définit l'homme, la considérant comme un fait réel mais transitoire à laquelle on est enchaîné par des rapports de classes. Engels prévoyait le temps où l'homme passerait des conditions bestiales de la préhistoire – c'est-à-dire des nécessités de l'exploitation et de l'anarchie dans la production sociale – à une société qui, pour la première fois, serait vraiment hu-

maine, collaborante et libre. L'ironie de l'histoire, c'est que, prenant l'apparence pour la réalité, l'homme égocentrique et individualiste se croit libre (alors qu'il est soumis en fait aux conflits de l'histoire), puissant (alors qu'il est mu par des forces devant lesquelles il est aveugle), et qu'il estime que son individualité définit son humanité (alors qu'il est très loin de ce qu'il pourrait être comme individu et comme être humain). Mais quand il connaît sa réalité pour ce qu'elle est, et la connaît en la créant à la fois par sa pensée et son action sociale, alors sa liberté se transforme en connaissance et contrainte des nécessités de conflit qui l'assaillent; son pouvoir est dans sa coopération avec les pouvoirs d'autres personnes et avec les forces de l'histoire favorables à son accomplissement, et son individualité devient une unité créatrice et responsable, inséparable de celle des autres êtres humains et de l'ensemble de l'humanité.

Notre situation d'aujourd'hui rend cela très évident. La réalité de l'homme en tant qu'individu est une réalité sociale: il doit vivre ou mourir avec les autres hommes. En conséquence, sa liberté ne peut consister à faire ce qu'il veut, quand il le veut, et comme il le veut, ni comme personne, ni comme ressortissant d'une nation; il est libéré de la non-existence, de la contrainte et de l'inaccomplissement quand il reconnaît les conflits qui le séparent d'autrui (personnes ou nations) et qu'il tente de les résoudre pacifiquement. Il devient puissant – au lieu d'être impuissant devant la menace atomique et les conflits des hommes et détruit par la guerre atomique – lorsqu'il agit raisonnablement, c'est-à-dire de manière réaliste et sociale pour écarter pareille menace. Et il réussit à se préserver lui-même en tant qu'être humain, capable de développement individuel, quand il travaille à préserver la paix du monde par les échanges créateurs avec les autres.

Ainsi l'idéal de la coexistence pacifique n'est pas une sottise illusoire. C'est une nécessité. Ce que les hommes, dans le passé, ont pu répudier assez valablement comme idéaliste, est devenu à présent le plus ferme des réalismes. De la manière, l'échange créateur qui, je l'ai soutenu, est la forme la plus concrète de la coexistence pacifique, est le moyen le plus réaliste de préserver la paix, donc aussi celui de préserver l'homme. C'est à mi-chemin entre la paix de l'isolationisme (impossible dans un monde qui s'unifie et se rapproche sans cesse) et la paix dictée par une nation ou un groupe de nations

à d'autres (impossible dans un monde qui démocratise le pouvoir atomique en temps qu'il propage l'idée démocratique). L'échange créateur invite l'homme à devenir plus pleinement homme. Quelle autre offre plus réaliste y aurait-il? Si vous me dites que vous n'avez pas foi en cette possibilité, je vous rétorque que vous avez déjà montré assez de foi pour vivre et pour être un homme dans une certaine mesure, jour après jour. La question est de savoir jusqu'où nous pouvons être humains. Jusqu'où pouvons-nous préserver la paix et coexister? Nous ne pouvons apporter une réponse concrète tant que nous n'avons pas fait d'expérience concrète.

La coexistence pacifique et l'échange créateur ne constituent pas des idéaux nouveaux. Mais l'exigence de leur réalisation est nouvelle. Dans le passé, on pouvait en rêver pour un futur très éloigné (ou pour l'Au-delà!); mais aucune nécessité impérieuse ne pressait spécialement les hommes de les réaliser. Le commandement maintenant est catégorique. L'homme ne doit pas seulement survivre; il doit, en survivant, devenir un homme plus humain qu'il ne l'a jamais été auparavant – ou il doit mourir.

Il n'y a pas d'autre alternative. Une paix plus longue, à l'ancienne mode – la paix *inter bellum* du XIX siècle ou celle de l'entre-deux-guerres de 1930, ou même la paix de la guerre froide –, tout cela est insuffisant et impossible. La paix doit être positive, elle doit être coexistentielle, et elle doit être de plus en plus féconde. La coexistence pacifique nous indique le chemin d'un monde où vivront libres, égaux, fraternels et rationnels les personnes et les groupes. Notre tâche par excellence est d'avancer sur cette route.

En conclusion, quelles sont les conditions de base requises pour une coexistence pacifique et l'échange créateur? Je n'énumérerai que quelques-unes de ces conditions de base et elles seront toutes des conditions ou des attitudes purement psychologiques puisque, comme le dit la Charte des Nations Unies, la guerre commence dans les esprits des hommes et c'est là qu'il faut la décourager. Il y a aussi un certain nombre de conditions matérielles qu'il faut remplir pour assurer la paix, la principale étant d'éliminer la pénurie de biens et de services. Mais pour que ces conditions matérielles se réalisent, il est nécessaire que l'esprit des peuples change

de manière à acquérir la volonté concrète de paix et la connaissance des conditions concrètes de paix requises pour assurer la coexistence pacifique. En outre, la réalisation de ces conditions matérielles, à ce moment-ci de l'histoire, est une décision qui repose principalement sur des groupes locaux et nationaux et non sur des organismes internationaux. Si une nation est pauvre, elle ne peut acquérir suffisamment de biens matériels ou d'énergie pour conclure des échanges créateurs avec d'autres nations uniquement avec l'aide de celles-ci, aide qui sera forcément limitée. L'initiative de se transformer soimême dans le sens de l'abondance et de la démocratie et d'exiger de ses leaders mandataires une politique de coexistence pacifique appartient aux citoyens eux-mêmes.

De même, dans le cas de nations relativement riches comme les États-Unis, la responsabilité de changer la politique gouvernementale, pour qu'elle passe de la poursuite des objectifs de la guerre froide à celle de la coexistence pacifique, repose essentiellement sur les citoyens. Il n'est pas rare – nous l'avons vu durant ces dernières années, à la fois dans les pays capitalistes et communistes – que des citoyens ou des groupes privés aient provoqué des changements dans l'attitude gouvernementale en matière de collaboration et d'échanges internationaux.

Nous ne devrions imputer aux gouvernements ni tout le mérite ni tout le blâme en pareille matière. Récemment, aux États-Unis, la «Firestone Tire and Rubber Company» a rompu les négociations entreprises en vue de construire une usine de caoutchouc synthétique pour la Roumanie à la suite du boycottage provoqué par un groupement politique extrémiste, de la pression chauviniste exercée par une rivalité économique et de la répugnance du gouvernement des U.S.A. à appuyer la «Firestone» dans ses revendications.

Les conditions énumérées ci-dessous s'appliquent tant aux relations personnelles qu'aux relations internationales. Elles regardent donc à la fois les citoyens individuellement et leurs mandataires gouvernementaux. En somme, les relations internationales ne sont autres que des relations entre personnalités plus complexes dans leur forme et elles ont des conséquences d'une beaucoup plus grande portée. La question de savoir s'il est possible d'appliquer aux relations internationales la morale qui règne entre individus suppose l'erreur préalable de croire qu'il s'agit de champs absolu-

ment différents. Il est vrai que des leaders politiques peuvent être relativement démocratiques chez eux et relativement anti-démocratiques en traitant avec leurs adversaires de l'extérieur.

C'est une raison d'autant plus forte pour créer un climat d'opinion démocratique axé sur la paix dans le monde entier comme l'ont réalisé dans une certaine mesure les mouvements populaires en faveur de la paix durant ces vingt dernières années. Mais en général les membres d'un gouvernement ont tendance à se comporter envers les gens d'autres gouvernements comme ils le font envers leurs propres concitoyens. C'est à dire que leurs actes reflètent les attitudes et les idées de leur culture. Tout l'homme est dans son caractère. C'est pourquoi il est important pour les citoyens de créer dans leur propre pays et sur une large échelle le caractère démocratique qui s'adaptera à l'échange créateur, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. De cette manière, il est vraisemblable que nous approchons de l'idéal d'une seule éthique pour tous les hommes et pour toutes les nations; éthique des personnes, de la nation et des nations entre elles.

Voici quelques-unes des conditions grâce auxquelles on peut atteindre cette morale *humaine*.

1. *Engagement de solidarité*. Ce qui implique une foi profonde en la valeur actuelle et potentielle de l'homme, une sérieuse recherche des moyens de le sauver de la destruction collective, est la volonté de créer toutes les conditions requises pour son salut et son accomplissement. Sans cet engagement initial, cette espérance et cette foi dans l'homme, rien n'est possible. Car l'homme est le moyen et la fin de sa propre existence. Mais de cette confiance, toutes les autres vertus et toutes les conditions requises pourraient naître.

2. *Courage*. C'est là une affaire de cœur et une forme de l'engagement. Le courage est le pouvoir de faire face au danger, d'agir et de souffrir pour sa foi, c'est-à-dire pour l'homme. Courage envers quoi? Courage de reconnaître la réalité: les conflits qui divisent et peuvent détruire les hommes et les nations; courage envers les antagonistes et «ennemis», envers soi-même et en face de tous les dangers suscités. Le courage signifie *affronter* ces menaces de des-

truction; et le courage extreme consiste à affronter la menace de la destruction de l'humanité. Le courage, dit Platon, c'est connaitre ce qu'il faut craindre, puis agir en étant fidèle à son engagement. Mais beaucoup d'hommes désirent se cacher la réalité en cherchant refuge dans l'armement, les prétentions d'invicibilité, le travail ou le jeu quotidien. Si plus de gens (et qui sait combien plus) et plus d'hammes palitiques croyaient passionnément en l'homme et craignaient passionnément la guerre nu cléaire et la destruction de l'es-pèce, combien la paix serait plus proche!

3. *Fidélité.* C'est une forme du courage en ce qui concerne l'engagement: la résolution d'être fidèle à soi-même et aux autres, à être vraiment homme, qui nous lie au devoir d'accomplir un certain nombre de choses. Vu les conflits actuels, un homme est fidèle, loyal et confiant dans l'homme quand il exerce ses droits et accomplit ses devoirs envers lui-meme, envers les autres, et dans ses rapports avec les autres. Cela signifie d'abord la représentation et l'affirmation de soi dans sa plénitude, son intégrité, sa liberté. Le respect de soi entraine une telle affirmation et il s'accroit par elle. Par égard pour l'image de la réalité que se font les autres, on doit s'affirmer tel qu'on est, ni plus ni moins. Cela signifie l'honnèteté, le renoncement à toute prétention et la des mobiles qui nous font agir. Les hommes seront-ils honnêtes envers euxmêmes? Ils doivent l'être; sinon leurs conflits réels, cachés sous un manteau de crainte, de déception et d'illusion, les détruiront avec le temps. Que demandent les Vietnamiens, les Chinois, les Russes et les Américains au Vietnam ou dans tout endroit où les nations se font la guerre?

Ce que veulent les peuples et les États doit devenir clair et public avant qu'il puisse y avoir une rencontre des esprits et un règlement pacifique du conflit. En outre, l'intégrité doit être durable, persister dans le temps. On ne doit pas seulement être sincère dans les négociations, comme Jean XXIII le conseille; on doit remplir fidèlement les obligations qu'on assume. Ce qui veut dire que, pour soi-meme et pour les autres, on donne de la stabllité à sa propre réalité; c'est alors un élément sur lequel tous peuvent compter et en présence du quel les hommes se sentent en sécurité. Une deuxième tache qui a pour objet de demeurer fidèle à l'homme, c'est la reconnaissance d'autrui (ou d'un autre groupe), de la légitimité de ses

valeurs et de ses différences. La réalité comporte des différences, le reconnaître est pour l'homme un indice de sa maturité. Comme l'a dit Jean XXIII: «Tous les États sont par nature égaux en dignité»; et tous ont droit à l'existence, à leur propre développement, aux moyens de se développer et à la responsabilité que cela implique. En d'autres termes, la politique de non-reconnaissance des U.S.A. envers la République populaire de Chine est à la fois une absurdité et un affront, ce qui veut dire aussi que les capitalistes doivent renoncer à leur artifices pour donner du communisme une image tout à fait erronée, injuste, illégitime. Le refus par les communistes de collaborer à certaines activités des U.S.A. ne peut se justifier pleinement. Les espérances déraisonnables d'un accord parfait et d'une unanimité parfaite semblent devoir être abandonnées, ainsi que le désir d'un résultat rapide. On peut espérer que l'indépendance croissante de leurs alliés, du côté américain comme du côté soviétique, amènera la reconnaissance de la légitimité des différences qui existent parmi ceux qui partagent une même idéologie comme parmi ceux dont les idéologies s'affrontent. Le point de vue officiel des U.S.A. dans la guerre froide, et qui fut enregistré comme loi, selon lequel le communisme est une conspiration – pour enseigner et répandre certaines doctrines révolutionnaires – viole cette doctrine dans son essence. Mais naturellement, l'intention était de légitimer sa conséquence: si le communisme est contraire à la loi, il n'est pas nécessaire qu'on permette de le connaître, encore moins qu'on entre avec lui en dialogue ou en collaboration. Les communistes doivent donc être emprisonnés à l'intérieur et être combattus jusqu'à la mort à l'extérieur. La logique extrême de cette vue des choses requiert l'«extermination» d'un milliard de gens qui vivent en régime communiste. Ce qui signifierait naturellement l'extermination des exterminateurs eux-mêmes.

Un troisième devoir, en rapport avec les deux premiers, est pour chaque partie la recherche de communs terrains d'entente: communes valeurs humaines, éléments idéologiques communs, opportunités de situation et dangers communs, problèmes et besoins communs. Dans une dispute, si les hommes se concentrent sur ce qui les divise, ils en viendront naturellement à croire plus fermement qu'ils sont divisés. Mais la loyauté envers l'ensemble de la situation, c'est-à-dire la croyance en l'homme comme être

social, engagé avec tous ses semblables pour son bonheur ou son malheur, exige la recherche d'une réconciliation sur des bases réelles, où l'échange non seulement reconnaît les différences mais devient créateur et unifié. Quand des hommes de bonne volonté sont capables, non seulement de reconnaître et d'apprécier leurs différences mutuelles, mais, affirmant la vérité avec confiance, de s'instruire mutuellement en s'enrichissant et se transformant les uns les autres, ils ont alors passé vraiment du règne de la nécessité au règne de la libre création humaine.

4. *Don de «communiquer»*. Cette condition est impliquée dans la sincérité, car on ne peut être vrai envers soi-même, envers les autres, ou envers l'ensemble de la situation sans avoir de contact avec autrui. Comme l'a observé Jean XXIII dans *Pacem in terris*, tout droit humain entraîne avec lui un devoir. Il en découle que le droit de l'homme à exister et à exprimer ses idées selon sa manière (en tant qu'individu ou que représentant d'un groupe), son droit à être entendu et à nouer des contacts avec les autres a pour complément nécessaire son devoir d'homme de s'exprimer lui-même et de garantir à autrui le droit de faire de même; son devoir de se faire entendre et d'être soutenu a pour complément le droit d'autrui à être entendu, et le devoir d'entrer en contact avec autrui et de soutenir le droit d'autrui à établir des contacts. Communiquer, c'est chercher et trouver un élément commun parmi les différences ou à travers elles. Jean XXIII (suivi à présent par Paul VI) a reconnu avec réalisme que la paix ne reposait pas et ne pouvait reposer sur la prédominance d'une seule idéologie, d'un seul système politique, d'une religion. Il nous a sagement et à plusieurs reprises représenté «le bien commun» et il nous a demandé en conséquence d'y subordonner ce grand complexe de croyances et de valeurs particulières que tout homme possède, et de renforcer ce qui est universellement humain. Chercher l'humain dans toutes les situations! «La personne qui se trompe est toujours et avant tout un être humain, et elle garde en toute occasion sa dignité de personne humaine ...»

Nous connaissons ce principe et nous l'appliquons volontiers à nous-mêmes quand c'est nous qui sommes dans l'erreur; est-ce si difficile de le reconnaître chez autrui si nous essayons avec sincérité de nous mettre à sa place *humainement*? Prendre contact avec autrui

exprime la conviction qu'en dépit de nos différences, nous avons quelque chose en commun avec lui; qu'il est digne d'être entendu (à la fois pour nos éléments communs et distinctifs); qu'il est, à quelque degré, digne de confiance; qu'il cherche, comme nous, la vérité de l'être humain à sa manière et comme il peut; et qu'un résultat précieux peut jaillir de nos rapports. Dans une politique de force – que U Thant récemment caractérisait comme «l'ennemi naturel de l'ordre international» –, les hommes ne cherchent pas des contacts au moyen de négociations, mais visent à la force. Les citoyens qui ont fait l'expérience du prix des contacts avec les étrangers ou qui, comme les Quakers, ont servi de médiateurs dans les conflits en mettant en contact leurs gouvernements, doivent travailler à établir un climat moral international qui démasquera la force unilatérale en montrant ce qu'elle est, à savoir irréaliste et inhumaine. Dans presque toutes sinon toutes les sociétés humaines, il y a un indice commun de folie ou de maladie, c'est l'incapacité de communiquer avec autrui.

En essayant d'entrer en contact avec le monde et de communiquer de manière adéquate avec les autres et nous-mêmes, il est utile de garder présents à l'esprit certains principes qui caractérisent les rapports de notre langage avec la réalité et d'employer certaines techniques qui appliquent ces principes. Par exemple, l'identité est un trait auquel notre système nerveux abstraitif et nos langages confèrent une réalité et qui recouvrent des différences. Un communiste numéro un n'est pas le communiste numéro deux, comme certains politiciens américains l'ont récemment découvert, et les Soviétiques font fréquemment une distinction entre le peuple américain et le gouvernement américain. Pareilles discriminations ne résolvent pas les problèmes, mais tendent à provoquer des réactions plus intelligentes. De même l'habitude mentale de généralisations hatives et absolues peut fausser l'interprétation de faits particuliers et différenciés, et se révéler désastreuse. La généralisation est facile et flatte la bonne opinion que nous avons de nous-mêmes, surtout quand elle est dénigrante envers les membres du groupe auquel on l'applique. Les communistes polonais qui, en Pologne, doivent vivre avec la plus vaste population de catholiques romains qu'on trouve en pays socialiste, ont constaté qu'il était erroné, à la fois en théorie et en fait, de prétendre que tous les catholiques

se ressemblent et qu'ils ne diffèrent entre eux sous aucun aspect important. De même, au lieu de rejeter en bloc tous les croyants dans la catégorie des «mauvais», comme on l'a fait souvent, les Soviétiques distinguent dans la religion les facteurs progressistes et les facteurs réactionnaires (Nous pourrions souligner que c'est là aussi une approche dialectique.) L'exigence de reconnaître différentes voies pour accéder au socialisme est un signe de santé parmi les socialistes d'Europe, pour autant que les conditions diffèrent de pays en pays et d'époque en époque. Dans leur conflit idéologique, quand les politiciens de l'Est et de l'Ouest (accompagnés des journalistes) passent leur temps à s'injurier, à énumérer les fautes de l'autre partie, à déclarer au monde et aux hommes que tout est bien chez eux et mauvais chez les autres, à encourager chez les jeunes et chez les vieux l'habitude de prendre leurs estimations émotionnelles pour la description objective des faits, alors il ne s'agit pas seulement d'une perte de temps mais d'une pratique qui mène à la division et qui rendra bien difficile un contact sincère dans le futur.

Les formes de notre langage et, en conséquence, nos idées ne captent pas toute la réalité dans leurs filets. Un homme, un groupe d'hommes, une société avec sa culture, c'est beaucoup plus que ce que nous en pensons ou en disons. En outre, hommes et sociétés sont en constante transformation; les représentations et les jugements qui conviennent à une époque ne conviennent pas à une autre.

Un fait doit être évident: aucune société dans le monde n'est aujourd'hui ce qu'elle était il y a vingt ans. La conscience constante de ces faits et de ces principes peut nous rendre plus humbles dans notre connaissance d'autrui et dans le jugement que nous portons sur lui. Ce qui peut nous guider plus sûrement pour la reconnaissance des forces et des valeurs secrètes et profondément humaines de chaque personne et de chaque groupe. D'où nous pouvons prendre conscience que nous, comme les autres, nous sommes déterminés par un système de réactions et d'estimations largement constitué par la culture qui nous a formés; que nous agissons et évoluons selon certains caractères inconscients; et que chaque système, chaque éventail de caractères a une valeur humaine pour autant que leur application facilite le progrès de la culture. Mais nous pouvons, dans une certaine mesure, prendre conscience de

ces systèmes de langage et de pensée en tenant compte de leurs limites et de leurs possibilités pour nous-mêmes et pour autrui.

L'idée de la civilisation comporte en effet l'estime de sa propre culture et des autres cultures aussi bien que l'estime des conditions humaines communes et des valeurs qui leur servent de base. Prendre conscience que nous choisissons et organisons notre monde selon notre système personnel et culturel De langage, de pensée, d'estimation et de but idéal peut aider considérablement les contacts, et engendrer une compréhension et une estime mutuelles qui sont les signes d'êtres vraiment humains.

5. *Action commune.* Cette attitude de communication doit enfin se traduire en actes et, en cas de conflit, il faut agir ensemble ou s'opposer les uns aux autres. C'est là le test final de notre confiance, de notre courage, de notre fidélité et de notre pouvoir de «communiquer», Pouvons-nous nous unir dans l'action? A considérer le front uni et massif qui s'est constitué contre le fascisme dans la seconde guerre mondiale, on peut se demander avec étonnement pourquoi une pareille coopération des hommes n'est pas possible actuellement. Je pense qu'elle le serait si les horreurs de la guerre nucléaire nous étaient présentées avec une vigueur propre à soulever les hommes comme furent soulevés, à cause d'une expérience directe, ceux qui vécurent les horreurs du fascisme.

Nous avons eu, bien sur, beaucoup d'exemples d'actions communes qui ont pleinement réussi à résoudre les conflits dont certains menaçaient la paix du monde – notamment le travail de plusieurs organismes des Nations Unies et de sociétés spécialisées et les accords établis entre des grandes puissances et d'autres moins importantes. Une action correcte, c'est-à-dire une action qui aide à résoudre ou à éviter le conflit, dépend d'une préparation correcte. Si notre volonté de coexistence pacifique, en d'autres termes, si notre volonté de survivance collective et d'accomplissement humain est forte, alors il nous faut commencer à acquérir cette préparation.